

Patrick Boucheron (dir.), *Histoire mondiale de la France*

« *Ce ne serait pas trop de l'histoire du monde pour expliquer la France* »

Jules Michelet, *Introduction à l'histoire universelle* (1831),
cité par Patrick Boucheron (dir.), *Histoire mondiale de la France*, Le Seuil, 2018

★ Auteurs

Ouvrage collectif dirigé par Patrick Boucheron, professeur au Collège de France, il a mobilisé quatre coordinateurs et plus de 120 contributeurs, tous enseignants ou archivistes, dans cette édition de poche augmentée d'une quinzaine de notices par rapport à l'édition originale. Il est organisé autour de dix parties chronologiques et de 150 dates qui couvrent la période de la préhistoire à nos jours : « Aux prémices d'un bout du monde », « L'ordre féodal conquérant », « Croissance de la France », « La grande monarchie d'Occident », « La puissance absolue », « La nation des Lumières », « Une patrie pour la révolution universelle », « Modernités dans la tourmente », « Après l'Empire », « Dans l'Europe », « Aujourd'hui en France ».

► Intérêt

« Sans notes et sans remords », il s'agit de présenter une histoire de la France vivante et savante à la fois « qui ne s'embarrasse pas plus de la question des origines que celle de l'identité mais prend au large le destin d'un pays qui n'existe pas séparément du monde qu'il prétend même parfois incarner tout entier », illustrant ainsi la citation de Jules Michelet mise en exergue. L'ouvrage se situe de la sorte dans un contexte électoral marqué par un Rassemblement national (ex-FN) « qui manipulerait à sa façon le roman national » (Yves Lacoste).

► Arguments

La France est une construction très tardive qui s'inscrit d'abord dans un lent processus d'humanisation de la terre et d'une révolution néolithique, venue du Moyen-Orient, qui a nécessité près de 3 000 ans pour atteindre « le Finistère de l'Europe ». Siècle d'une « Europe du jade » et commercialement ouverte sur l'extérieur dès 1 550 av. J.-C., elle connaît, en particulier à l'époque celte, une extraordinaire circulation de biens.

Nombre de figures tutélaires de notre histoire n'ont ensuite rien de Français. Vercingétorix est un mythe et un « précipité mémoriel » dans une Gaule précocement romanisée dans laquelle « les Gaulois sont des Romains comme les autres » à partir de l'édit de Caracalla en 212. Saint Martin, le saint patron de la Gaule, était un Hongrois, et quatre siècles plus tard Charlemagne et les Carolingiens s'inscrivent dans un horizon impérial qui ne s'interrompt ni avec le Serment de Strasbourg de 842, ni avec l'élection d'Hugues Capet en 987, un roi bien faible. *A contrario*, en ce haut Moyen Âge, la France connaît un rayonnement européen (accueil de Vikings dès le IX^e siècle avant les invasions du XI^e siècle, rayonnement du monachisme avec Cluny, existence d'une internationale des troubadours, mariage d'Henri I^{er} avec Anne de Kiev en 1051). Dans l'ordre féodal qui

s'élabore alors, la conscience identitaire, bâtie dans sa confrontation avec l'islam lors des croisades ou dans la lutte contre les hérésies, est surtout catholique. Ensuite, si les Capétiens sont les premiers rois d'Occident, leur vision, celle de Louis IX ou de Philippe le Bel, continue de s'inscrire dans un cadre plus impérial que national (Bouvines en 1214 ne dessine en réalité qu'« une Europe à plusieurs vitesses ») dans un contexte continental particulièrement dynamique, illustré par les foires de Champagne, le rayonnement de l'université de Paris ou de l'art gothique...

Plus que la France, c'est ensuite l'État, « construction politique de l'État royal » qui s'élabore en France à partir de la seconde moitié du XIV^e siècle dans un contexte qui reste européen (l'atlas catalan de 1380 « dessine la France non pas comme une réalité géographique, mais comme le domaine des rois ») que ce soit avec la grande peste de 1347, la guerre de Cent Ans, ou la première guerre d'Espagne après 1369. Durant cette période, le rêve de nos rois dépassa toujours le cadre de l'Hexagone avec les guerres d'Italie entreprises par Charles VIII à partir de 1494, les voyages de Jacques Cartier, les visées sur le Brésil, la politique navale de la France au XVII^e siècle et la colonisation entamée par Colbert à partir de 1664... Même le rayonnement au XVII^e et XVIII^e siècles de la monarchie absolue se conçoit comme l'avènement d'une Europe française avec Versailles pour capitale et qui ne néglige pas d'entretenir des relations avec la Perse ou le Siam.

La défaite, à l'issue de la guerre de Sept Ans, et le traité de Paris de 1763 mettent certes fin aux prétentions françaises à la domination universelle en raison de l'émergence de l'Angleterre et de la perte de notre premier empire colonial. Elles sont néanmoins prolongées par une emprise française sur la culture savante à l'époque des Lumières et dans le domaine des idées (rôle de la Grande loge de France qui révolutionne la maçonnerie et surtout d'une Révolution française qui change le cours de l'histoire de France, de l'Europe et du monde en enfantant partout des républiques jusqu'en Amérique latine, en inventant le Code civil et en le diffusant lors de l'Empire). Plus tard, cette influence continue de se faire sentir par l'invention d'une nouvelle forme d'intervention humanitaire en 1825 lors de la révolte des Grecs de l'Empire ottoman, l'invention de nouvelles utopies sociales depuis la révolution de 1848 jusqu'à la commune de Paris en 1870... ou encore par l'invention du daguerréotype ou, surtout, par la diffusion d'une littérature qui devient mondiale avec Balzac et Hugo.

De même, la première mondialisation après 1860 (le terme apparaît pour la première fois chez Pierre de Coubertin en 1904), commerciale et impériale, serait française par son libéralisme ambiant, le rayonnement des exportations de ses services, notamment d'infrastructures comme l'ouverture du canal de Suez inauguré en 1869, de vin, d'articles de Paris. Elle le serait aussi en raison de sa politique coloniale, de son attraction sur l'immigration dès 1851, de son rôle dans l'adoption du système métrique, de la diffusion de sa langue française par les Alliances françaises, du rayonnement de sa science... Avec pour résultat l'avènement d'une France cosmopolite, magnifiée lors des expositions universelles (1855, 1867, 1878, 1889, 1900).

Les aléas de la fin du XIX^e siècle et du XX^e siècle (guerres, persécution des Juifs qui est une « affaire européenne », perte de l'empire et décolonisation) ne marquent pas pour autant la fin de l'insertion française dans l'histoire mondiale : la France joue un rôle majeur dans la naissance de la Société des Nations et au Bureau international du travail, aspire toujours à jouer un rôle dans la conscience universelle en participant à l'universalisation des droits de l'Homme (1948) ou par le développement d'un nouvel humanitaire, réinvente le féminisme et continue d'attirer les artistes et des migrants

toujours plus nombreux qui sont rapidement naturalisés après la loi de 1927. De même, la perte de l'empire, en complément de la volonté de redressement du général de Gaulle, se traduit par une réorientation en faveur de la construction européenne.

Où se situe la France dans la crise mondiale d'aujourd'hui, alors que la fin de l'histoire annoncée par Francis Fukuyama a fait long feu ? Elle semble hésiter : « S'interrogeant constamment sur leur place dans le monde, certains Français se (font) les champions désinvoltes et décomplexés de la mondialisation, d'autres ses adversaires les plus résolus ou les plus angoissés. » Ainsi, si en 1989 (bicentenaire de la Révolution), 1998 (victoire en Coupe du monde de football), 2015 (attentats de novembre), le drapeau français (a été) brandi par les foules, est-ce toujours de la même France dont il est l'emblème ?

► Sujet

- ♦ La France dans la mondialisation, entre insertion et recherche de la préservation de ses spécificités.

Mise en perspective

L'ouvrage qui a été un gros succès de librairie se veut « une promenade » qui fourmille d'anecdotes et surtout démonte, à la lumière de l'historiographie, nombre d'idées reçues. Il tend aussi à montrer une France – finistère ouvert à toutes les influences mondiales, les assimilant en les enrichissant, avant de les restituer à l'Europe et au monde... Une image éloignée de celle du génie national qui constituerait son identité. Si la question de la construction de la nation française n'est pas occultée pour autant par l'ouvrage, qui pointe le rôle en la matière du XIX^e siècle en général et de la III^e République en particulier, Yves Lacoste, indulgent, souligne cependant que l'ouvrage privilégie le pays à la nation.

Nombre d'intellectuels se sont montrés néanmoins plus sévères en alimentant une véritable polémique. Alain Finkielkraut, inquiet par la vision portée par *L'histoire mondiale de la France*, a accusé l'ouvrage d'être une « entreprise idéologique » et ses auteurs d'être « les fossoyeurs du grand héritage français », faisant du pays le résultat d'une succession d'aléas. Pierre Nora lui a reproché de vouloir faire l'apologie d'une « France métissée » et Jean-Christian Petitfils (*Histoire de la France. Le vrai roman national*, Fayard, 2018) d'être « l'instrumentalisation de petits récits éclatés, mise au service d'une vision communautariste et multiculturelle ».

Michel Nazet

Béatrice Giblin, *Le paradoxe français. Entre fierté nationale et hantise du déclin*

« Le récit national ne doit pas ignorer ces épisodes douloureux, mais aider à mieux les comprendre, ce qui ne veut pas dire les excuser, afin que dans toute leur diversité les Français et leurs enfants puissent admettre qu'ils les ont en commun et qu'il faut bien "faire avec", pour réussir à "faire Nation" »

Béatrice Giblin, *Le paradoxe français. Entre fierté nationale et hantise du déclin*, Armand Colin, 2017

★ Auteure

Géographe et fondatrice de l'Institut français de géopolitique en 2002 aux côtés d'Yves Lacoste, Béatrice Giblin dirige la revue *Hérodote* depuis 2006. Sa thèse sur *La région, territoires politiques : le Nord Pas-de-Calais* (1988), en fait une spécialiste de la géographie locale. C'est dire que son approche de l'exception française se situe délibérément dans le cadre original d'une approche des facteurs géographiques et des facteurs humains, c'est-à-dire la géopolitique interne qu'elle définit comme « l'étude des rivalités de pouvoir sur des territoires entre diverses forces politiques ». Ce raisonnement géographique d'avant-garde, qu'elle a souvent appliqué aux élections, lui permet de partir à la quête d'une identité nationale que les Français arborent avec fierté et autodénigrement, avec nostalgie et empressement. On pourra trouver trace de ses engagements théoriques dans la « géopolitique des géopolitiques », *check point* de l'école géopolitique française publié en 2012 dans le n° 146 d'*Hérodote*.

► Intérêt

L'ouvrage n'est pas un énième catéchisme de la grandeur française, d'un modèle français hérité de la Seconde Guerre mondiale. Il est plutôt à l'écoute des représentations d'une France entre fierté nationale et hantise du déclin, ces deux extrêmes que Jacques Marseille évoquait déjà dans son provocateur *C'est beau la France ! Pour en finir avec le masochisme français* (Plon, 1993). Évitant les pièges du réquisitoire (la France qui tombe), le recours à des poncifs sur la perte d'influence (la France pourtant leader d'un soft power mondial), l'essai de Béatrice Giblin permet de mieux comprendre une grande puissance moyenne, fracturée à l'heure des gilets jaunes et d'une relégation de certains territoires, un pays d'immigration qui revisite ses capacités d'accueil et de solidarité (Syriens), un pays européen qui rêve à tort d'être l'unique modèle ou référence de cette construction.

► Arguments

En sept chapitres, les oxymores français sont déclinés : une nation de culture chrétienne engagée dans un militantisme laïque ; une volonté de puissance avec des territoires bénéficiaires de la centralisation mais une hantise du déclin quotidien des territoires périphériques et une décentralisation qui ne sait sur quel étalon régional se bâtir ;

une France terre d'accueil au XIX^e siècle, deuxième pays d'immigration après les États-Unis ; une France frileuse avec pour enjeu l'idée de nation qu'une partie de la gauche feint de minorer ; une France capable d'inventer la diplomatie et d'ouvrir depuis le XVIII^e siècle des ambassades (hommage vibrant d'Henri Kissinger, selon lequel la France de Richelieu introduisit la conception moderne des relations internationales fondée sur l'État nation déterminé par la recherche de l'intérêt national comme but même) ; une France ombre de son passé qui n'a peut être plus les moyens d'affirmer le génie français, cette fameuse « grande puissance moyenne à vocation mondiale » (Régis Debray) ; une France « qui fera l'Europe » (Victor Hugo) écartelée par son mot d'ordre « faire l'Europe sans défaire la France » (Lionel Jospin) ; enfin une France de Rivarol capable de porter une langue française à l'échelle universelle, mais respectueuse de ses langues régionales, ou du moins le croit-elle tant l'Europe est plus soucieuse de leur préservation que le jacobinisme français.

Bref, une France qui aurait intérêt à se rappeler le message braudélien : « La seule solution d'une certaine grandeur de la France, c'est de faire l'Europe... La France a devant elle des tâches qu'elle devrait considérer avec attention et enthousiasme. Elle est devenue toute petite, non parce que son génie s'est restreint, mais en raison de la vitesse des transports d'aujourd'hui. Dans la mesure où, devenue toute petite, elle cherche à s'étendre, à agripper d'autres régions, elle a un devoir, faire l'Europe » (*L'identité de la France*, Arthaud-Flammarion, 1986)... lequel avouait : « J'aime la France sans distinguer entre ses vertus et ses défauts ». Mais pourra-t-il s'agir d'une Europe libérale et à l'heure allemande ? Les doutes demeurent.

► **Sujet**

- ♦ La France en Europe et l'Europe en France.

Mise en perspective

L'idée de paradoxe est au cœur de l'actualité récente et la notion de *french paradox* hante désormais toutes les sphères culturelles. Le *french paradox* médical qui fait des Français carnassiers un peuple en bonne santé autrement dit : « Les Français mangent du foie gras, boivent du vin et pourtant leurs coronaires se portent bien mieux que celles de leurs cousins anglo-saxons ». Mais les pays d'Europe du Sud avec leur régime méditerranéen font mieux que les Français. On parlera de *french paradox* dans les politiques économiques. Mais c'est un terrain miné sur lequel ne s'aventure pas Béatrice Giblin et son passé explique sa prudence.

Pour certains économistes, dont Patrick Artus, « les politiques utiles » (réformes du marché du travail, baisse des impôts des entreprises, réduction du salaire minimum pour les jeunes peu qualifiés, hausse de la concurrence dans les services) sont rejetées par l'opinion ou par les lobbies. Les politiques acceptées par l'opinion (soutien de la demande, hausse des salaires, peut-être même sortie de l'euro) sont, sinon inutiles ou même dangereuses, du moins risquées. Un exemple parmi d'autres : l'économie française serait aussi bénéficiaire de la réduction de la pression fiscale, très élevée, sur les entreprises (elle représente 18 % du PIB, contre 14 % en Italie, 12 % en Espagne, 10 % en Allemagne), mais « l'opinion pense que c'est une mesure inutile, qui ne conduit pas à un supplément d'investissement et d'emploi, et qu'il vaudrait mieux baisser la pression fiscale sur les ménages ».

Avec cet essai, peu prolixe sur les choix économiques et paradoxalement les choix géopolitiques actuels – au-delà des représentations passées bien décrites -, on échappe au déclinisme de bon ton, au catastrophisme qui a souvent entouré les mises en perspective de la France dans un monde de pays ré-émergents hostiles. L'ouvrage s'inscrit par anticipation au cœur des débats de la France de janvier 2019, destinés à remailler une cohésion française : sur la fiscalité, l'Europe, l'immigration, l'évolution démographique, l'État. Pour Béatrice Giblin, c'est d'ailleurs en luttant efficacement contre la ségrégation spatiale qui touche surtout les familles défavorisées et plus fortement encore les familles immigrées que la France pourra espérer « faire nation ». Et gageons que si « la France ne retrouvera jamais son statut de grande puissance, elle pourra espérer celui de grande nation, statut aussi important et valorisant ».

Alain Nonjon

Michel Foucher (dir.), *Atlas de l'influence française au XXI^e siècle*

« Quel est ce moi qui parle en français, qui écrit en français, qui aime en français. [...] Est-il d'expression française ? Oui, sans nul doute. Le français ne le quitte jamais. Il habite profondément le français, selon l'expression chère à Cioran »

Akira Mitzubayashi, cité par Raymond Gevaert dans Michel Foucher (dir.), *Atlas de l'influence française au XXI^e siècle*, Robert Laffont, 2013

★ Auteurs

Cet atlas est dirigé par Michel Foucher, géographe, diplomate et titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales (FMSH-ENS Ulm), aidé de Pascal Orcier, cartographe, agrégé et docteur en géographie. Initié par le ministère des Affaires étrangères et l'Institut français dans le cadre du colloque « Diplomatie française – un atout pour la France dans un monde en mouvement », organisé en 2011 au Collège de France, la réalisation de l'ouvrage a mobilisé un réseau de 55 personnalités du monde diplomatique, de la recherche ou de la culture, conviées à recueillir de nombreuses données et à contribuer directement à sa rédaction.

► Intérêt

Le déclin de la France, voire son déclassement, est un objet récurrent de débat en France. Or, à l'idée reçue selon laquelle la France serait en forte perte de vitesse dans le monde, l'équipe réunie par Michel Foucher répond à sa manière, à la fois documentée et optimiste – textes et cartes à l'appui – pour montrer, au contraire, les atouts de la France, la confusion se faisant selon eux entre présence française et influence française.

► Arguments

Cet ouvrage de géopolitique, qui ne peut en aucun cas être réduit à une simple dimension culturelle et dont les bonnes feuilles avaient été présentées à la XXI^e conférence des ambassadeurs, en août 2013, a pour ambition de montrer que la France continue de peser dans une histoire en train de s'écrire, qu'elle dispose des idées pour répondre aux attentes des nations qui s'émancipent et que son avenir dépend de sa volonté collective d'en tirer parti.

À cet égard, l'expérience française nous apprend que c'est dans les périodes critiques qu'ont été formulées et conduites les politiques publiques d'influence, pour compenser ce que le jeu classique de la puissance ne suffisait plus à obtenir et pour restaurer une position dans un monde en changement. Ainsi, la France, décrite dans la pratique diplomatique comme une puissance européenne d'influence mondiale, serait-elle aujourd'hui dans une phase de transition de la puissance à l'influence, dans un monde où la compétition ne porte plus sur des territoires et des idéologies mais sur des parts de marché, des innovations et des capacités d'attraction, tandis que l'interdépendance